



**OBSERVATOIRE CITOYEN POUR L'INSTITUTIONNALISATION DE  
LA DÉMOCRATIE**

---

**Sondage national de consultation citoyenne sur les politiques  
publiques touchant la fiscalité, le commerce, la production  
industrielle, la création d'emplois et le budget national**

**Novembre-Décembre 2022**

***Note de synthèse des principaux résultats***

**Pétion-Ville, Haïti**

**Mars 2023**

Adresse : 14, rue Borno, Pétion-Ville, Haïti.

Email : [jicocid@gmail.com](mailto:jicocid@gmail.com)

Téléphone : (509) 3606-2600

Site: [www.ocidhaiti.org](http://www.ocidhaiti.org) Facebook : [www.facebook.com/ocidhaiti.com](https://www.facebook.com/ocidhaiti.com)

## Table des matières

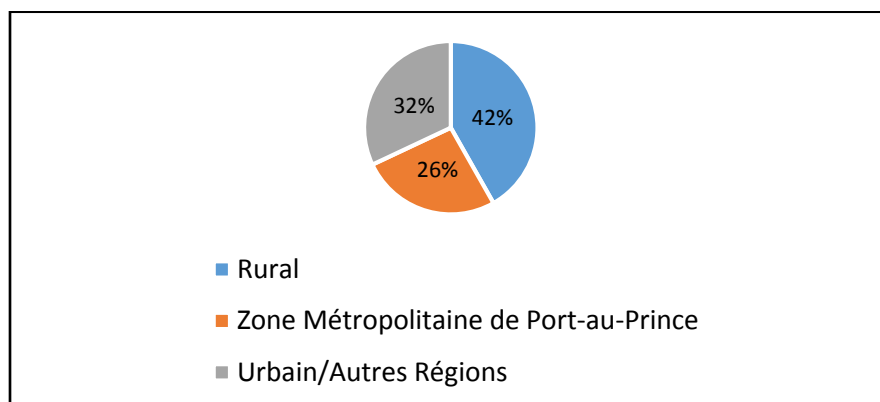
|        |                                                                                                       |    |
|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I.     | INTRODUCTION .....                                                                                    | 3  |
| II.    | PRÉSENTATION ET ANALYSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS.....                                                 | 3  |
| 2.1.   | Perception du plus grand problème que connaît le pays en 2022 .....                                   | 4  |
| 2.2.   | Opinions des personnes interrogées sur les institutions de collecte des taxes et impôts .             | 6  |
| 2.2.1. | La Direction Générale des Impôts (DGI).....                                                           | 6  |
| 2.2.2. | L'Administration Générale des Douanes (AGD) .....                                                     | 7  |
| 2.3.   | Opinions des personnes interrogées sur le niveau et l'utilisation des taxes et impôts .....           | 7  |
| 2.3.1. | Opinions des personnes interrogées sur le niveau des taxes et impôts prélevés par l'État              | 7  |
| 2.3.2. | Opinions des personnes interrogées sur la gestion faite par l'État des taxes et impôts prélevés ..... | 7  |
| 2.4.   | Opinions des personnes interrogées sur la production industrielle et la création d'emplois .....      | 9  |
| 2.5.   | Opinions des personnes interrogées sur la fiscalité et le commerce .....                              | 12 |
| 2.6.   | Opinions des personnes interrogées sur le budget national.....                                        | 13 |
| III.   | CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....                                                                    | 14 |

## I. INTRODUCTION

En vue de recueillir les avis des citoyennes et des citoyens sur des éléments d'orientation des politiques publiques alternatives qu'il compte proposer à l'agenda politique, du 28 novembre au 4 décembre 2022, l'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie* (OCID) a réalisé en Haïti un sondage national auprès d'un échantillon aléatoire et représentatif de 1,684 personnes âgées de 18 ans et plus sur des thèmes se rapportant à un ensemble de politiques publiques<sup>1</sup>.

L'échantillon a été réparti en trois strates quant au milieu de résidence : 26.2% en zone métropolitaine de Port-au-Prince, 32% pour les villes de province et 41.8% pour le milieu rural (voir graphe 1 ci-dessous). Le niveau de confiance retenu pour cette enquête est de 95% et la marge d'erreur  $\pm 2.39\%$ . Pour la collecte des données, 29 enquêteurs ont été déployés, lesquels ont conduit des interviews en face-à-face dans 1,684 ménages choisis au hasard dans 92 Sections d'Énumération (SDE) réparties au niveau de 31 communes sur le territoire national<sup>2</sup>.

Graphe 1: Population de l'Enquête en % par milieu de résidence



La présente note de synthèse vise à exposer les principales observations de l'enquête et à les analyser pour en tirer quelques conclusions et recommandations.

## II. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Après une brève présentation du profil de la population des sondés, cette section de la note de synthèse exposera leur perception du plus grave problème que confronte le pays en 2022, leurs opinions sur les institutions de collecte des taxes/impôts, sur la gestion des taxes/impôts par l'Etat, sur les politiques de production industrielle et de création d'emplois, de fiscalité et de commerce et sur le budget.

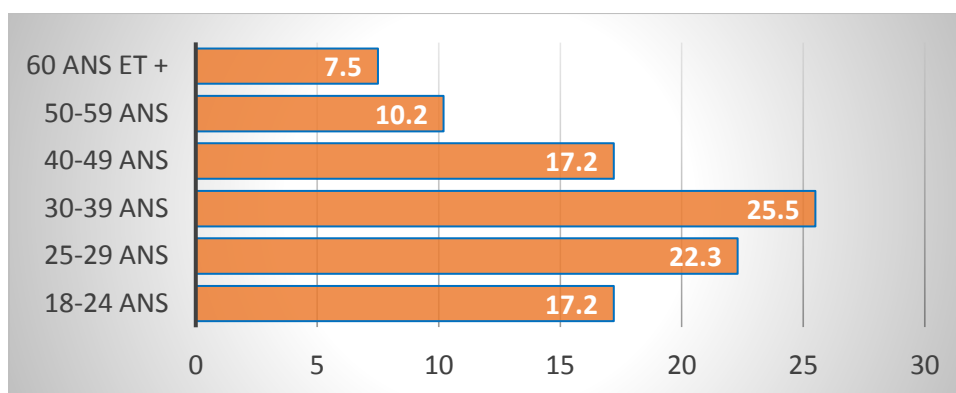
<sup>1</sup> Cette initiative a été rendue possible grâce au soutien financier de la *National Endowment for Democracy* (NED), dans le cadre du projet « Initiative de Contrôle Citoyen de l'Action Publique en Haïti », Phase II (ICCAPH-II) Le Comité de pilotage de l'OCID en profite pour leur présenter ses sincères remerciements.

<sup>2</sup> Pour une description complète de la méthodologie de l'enquête, nous référons les lecteurs et lectrices au rapport global.

## Aperçu du profil des sondés

Les femmes représentent 48% de l'ensemble des personnes interrogées (contre 52% pour les hommes). Tel que décrit dans le graphe 2 ci-après, en ce qui concerne l'âge des répondants, 39.5% sont des jeunes de moins de 30 ans, 25.5% ont entre 30 et 39 ans, 65% sont âgés entre 18 et 39 ans, et seulement 7.5% ont 60 ans et plus.

Graphe 2: Population de l'enquête en % par groupe d'âge



Quant au niveau d'instruction atteint, les réponses enregistrées font état de 27.3% pour le niveau secondaire, 18.3% pour la non-scolarisation ou le niveau primaire non complété, suivi du premier cycle universitaire avec 16.4%, du troisième cycle de l'enseignement fondamental et du niveau technique ou professionnel avec 13% chacun, du deuxième cycle du fondamental avec 9.8% et du niveau universitaire avancé avec seulement 1.7%.

### 2.1. Perception du plus grand problème que connaît le pays en 2022

Dans cette enquête l'OCID a voulu recueillir auprès de la population sa perception du plus grand problème auquel fait face le pays. Pour ce faire, il a été demandé aux répondants de choisir parmi les trois catégories suivantes de problèmes (avec la possibilité de spécifier dans une quatrième catégorie dénommée « Autre » tout problème qu'ils auraient identifié qui n'entre pas dans les trois premières) :

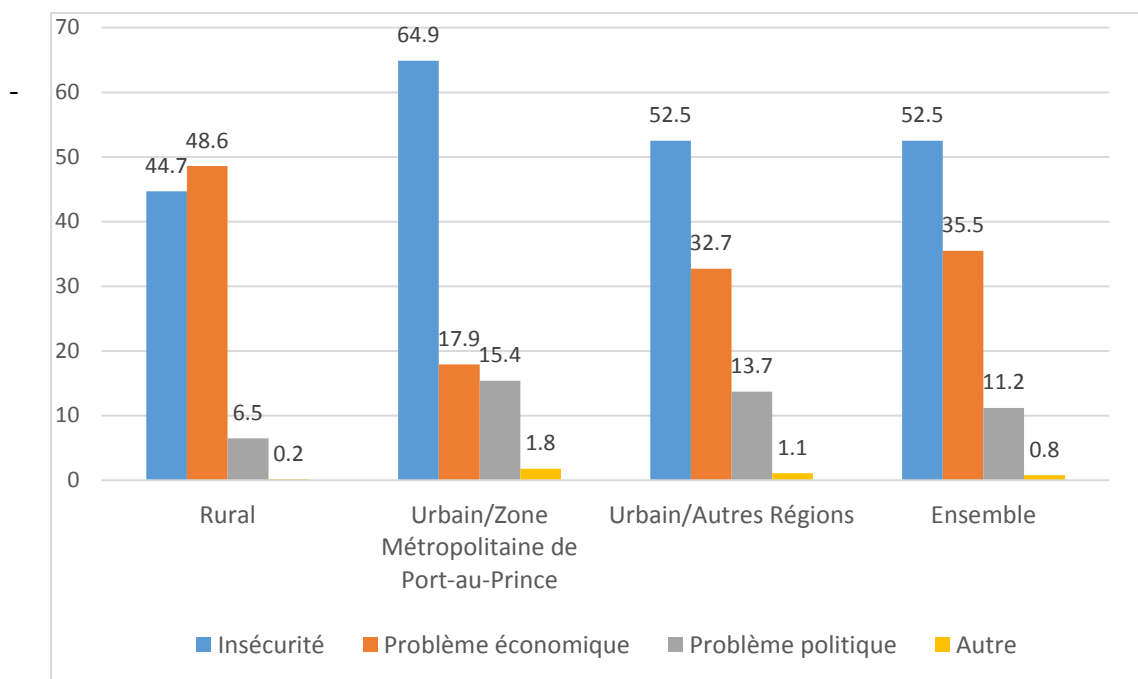
- Insécurité (kidnapping, gangs et bandits en divers lieux, violence et autres crimes) ;
- Problème économique (vie chère, faim, chômage, misère, etc.) ;
- Problème politique (instabilité, pas de Président, pas de parlement, etc.).

Les résultats de l'enquête révèlent que l'insécurité est perçue par la population comme le plus grand problème auquel fait face le pays. En effet, plus de la moitié de l'ensemble des répondants, soit 52.5%, ont cette perception. Les problèmes économiques viennent en deuxième position, perçus par 35.5% des répondants, et les problèmes politiques en troisième position, cités par un peu plus d'une (1) personne sur 10 soit 11.2%,

En considérant la perception de la population du plus grand problème par caractéristiques des répondants, on constate que quelle que soit la modalité considérée, l'ordre n'a pas changé, à l'exception des répondants de niveau primaire incomplet ou les non scolarisés et des habitants du

milieu rural qui placent les problèmes économiques avant l'insécurité (56% contre 34% pour la première catégorie et 48.6% contre 44.7% pour la deuxième catégorie). En tout cas, la perception de l'insécurité augmente avec l'urbanisation (voir graphe 3)<sup>3</sup>.

**Graphe 3: Perception en % du plus grand problème du pays par milieu de résidence**



### **Évolution dans le temps de la perception de la population du plus grand problème du pays**

De 2015 à 2022, la perception de la population du plus grand problème auquel fait face le pays a un peu changé (voir tableau 1). Alors qu'en 2015 les problèmes économiques venaient en premier rang, depuis 2021, c'est l'insécurité qui est perçue comme le plus grand problème du pays, les problèmes politiques arrivant toujours en troisième position. Même si l'ordre n'a pas changé, on constate toutefois une variation dans l'importance accordée par la population aux différentes catégories de problèmes entre 2021 et 2022. Par exemple, pour ce qui concerne l'insécurité, sa perception comme plus grand problème du pays était très faible en 2015. Elle avait ensuite connu une montée vertigineuse en 2021. En 2022, bien qu'elle occupe toujours la première place, son poids a baissé de 10 points (de 62.2% à 52.5%).

Dans le même sens, les problèmes économiques qui, en 2015, venaient en première position des préoccupations de la population (66%) ont été relégués au deuxième rang depuis 2021. Toutefois, entre 2021 et 2022, on remarque une remontée de ces problèmes dans la perception de la population de 21.5% à 35.5%.

<sup>3</sup> Voir le rapport final pour une analyse plus complète de la variation de cette perception avec les diverses caractéristiques sociodémographiques considérées dans le sondage.

Quant aux problèmes politiques, ils ont toujours occupé le troisième rang comme préoccupation de la population dans toutes les enquêtes depuis 2015. Néanmoins, après une légère baisse en 2021, la perception de la population des problèmes politiques a connu une légère remontée de 2021 à 2022, soit de 9.1% à 11.2%. L'enquête de 2022 révèle également que les répondants de 60 ans et plus, ceux du milieu rural et les jeunes de 18 à 24 ans les moins préoccupés par les problèmes politiques (respectivement 6.3%, 6.5% et 7.6%).

**Tableau 1: Répartition en % de la population selon sa perception du plus grand problème du pays en 2015, 2021 et 2022**

| Années | Plus grand problème auquel fait face le pays |                     |                    |       | Total |
|--------|----------------------------------------------|---------------------|--------------------|-------|-------|
|        | Insécurité                                   | Problème économique | Problème politique | Autre |       |
| 2015   | 9.0                                          | 66.0                | 10.0               | 15.0  | 100.0 |
| 2021   | 62.2                                         | 21.5                | 9.1                | 7.2   | 100.0 |
| 2022   | 52.5                                         | 35.5                | 11.2               | 0.8   | 100.0 |

Sources : OCID, Enquêtes de 2015, de 2021 et de 2022

## **2.2. Opinions des personnes interrogées sur les institutions de collecte des taxes et impôts**

L'enquête a cherché à comprendre ce que pensent les Haïtiens et les Haïtiennes des institutions de collecte des taxes/impôts, ainsi que leur rapport à celles-ci.

### **2.2.1. La Direction Générale des Impôts (DGI)**

Seulement trois (3) citoyens sur 10 (31.3%) ont été à la DGI pour un service au cours de l'année 2021-2022, dont 22.9% dans le milieu rural, 37.2% dans la zone Métropolitaine de Port-au-Prince et 37.5% dans le milieu urbain des autres régions<sup>4</sup>.

D'après les résultats, les citoyens qui ont été à la DGI au cours de l'année dernière ont eu un faible niveau de satisfaction des services obtenus. En regroupant en insatisfaits ceux qui n'étaient pas du tout satisfaits et ceux qui n'étaient pas satisfaits et en satisfaits ceux qui étaient plus ou moins satisfaits et ceux qui étaient très satisfaits, on peut voir que la proportion de satisfaits est de 32.6%.

Parmi les raisons qui ont justifié ce faible niveau de satisfaction, figurent : la lenteur et la mauvaise qualité du service (32.3%), le manque de courtoisie du personnel (20.1% et le coût trop élevé des services (16.9%).

<sup>4</sup> Voir le rapport final pour une analyse plus complète de cette observation en relation avec les caractéristiques sociodémographiques considérées dans le sondage.

### **2.2.2. L'Administration Générale des Douanes (AGD)**

Moins de 10 personnes sur 100 soit (9.2%) ont été à l'AGD pour un service au cours de l'année 2021-2022. Cette proportion est plus importante dans le milieu urbain des autres régions (11.7%) alors qu'elle se situe aux environs de 8.0% dans la zone métropolitaine de Port au Prince et dans les zones rurales.

D'après les résultats, les citoyens qui ont été à l'AGD au cours de l'année dernière ont eu un faible niveau de satisfaction des services obtenus. En regroupant en insatisfaits ceux qui n'étaient pas du tout satisfaits et ceux qui n'étaient pas satisfaits et en satisfaits ceux qui étaient plus ou moins satisfaits et ceux qui étaient très satisfaits, on peut voir que la proportion de satisfaits est de 22.6% (plus faible d'environ 10 points de pourcentage par rapport à la DGI).

Parmi les raisons évoquées pour justifier ce très faible niveau de satisfaction, il y a la lenteur et la mauvaise qualité du service (26.5%), le coût trop élevé des services (20.6%), le manque de courtoisie du personnel (16.1% et des démarches ou procédures trop compliquées (12.9%).

### **2.3. Opinions des personnes interrogées sur le niveau et l'utilisation des taxes et impôts**

Après avoir considéré le rapport des sondés avec les institutions de perception des taxes/impôts, ainsi que leur évaluation de celles-ci, l'enquête a cherché à connaître leur évaluation du niveau des taxes/impôts aussi bien que de leur utilisation par l'État.

#### **2.3.1. Opinions des personnes interrogées sur le niveau des taxes et impôts prélevés par l'État**

Sur l'ensemble des répondants, plus de la moitié, soit 55.9%, pensent qu'il y a trop de taxes et d'impôts en Haïti. Cette proportion est plus élevée en milieu urbain : autour de 59.0% dans la zone métropolitaine de Port au Prince et dans le milieu urbain des autres régions contre 51.7% dans le milieu rural. La proportion de répondants qui estiment que le niveau des taxes et impôts n'est pas assez élevé n'est que de 13.6 %. Cette perception contraste pour le moins avec la très faible pression fiscale enregistrée en Haïti et semble indiquer que l'objectif de l'État haïtien d'en relever significativement le niveau reste un très grand défi.

#### **2.3.2. Opinions des personnes interrogées sur la gestion faite par l'État des taxes et impôts prélevés**

Les citoyens estiment globalement que les fonds publics sont très mal gérés. Plus de 8 sur 10 (84.9%) estiment que l'État fait une mauvaise ou une très mauvaise gestion de l'argent provenant des taxes et impôts. Cette proportion varie peu d'un milieu de résidence à un autre mais elle est relativement plus faible dans la zone métropolitaine (82.7%), alors qu'elle est de 84.7% dans le milieu rural et de 86.8% dans le milieu urbain des autres régions. La proportion des répondants qui estiment que l'État fait une bonne ou une très bonne gestion des fonds provenant des taxes et impôts n'est que de 5.1%. Signalons qu'une (1) personne sur 10 soit 10% n'a pas donné d'opinion.

En plus de cette évaluation globale négative, l'enquête a permis de dégager des observations spécifiques étayant une telle perception. En effet, 85.1% des sondés croient que l'État gaspille de l'argent en faisant des dépenses inutiles. Cette proportion varie légèrement d'un milieu de résidence à l'autre : 85.5% dans le milieu rural, 83.8% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et 86.1 % dans le milieu urbain des autres régions. La proportion de répondants qui estiment que l'Etat ne perd pas d'argent dans les dépenses inutiles représente moins d'une (1) personne sur 10 soit 9.1%.

L'OCID a également profité de cette enquête pour demander à la population d'identifier les institutions qui font perdre le plus d'argent à l'État à cause de la corruption. Les enquêtés ont été ainsi invités à choisir deux institutions sur une liste de quatorze (14), avec la possibilité d'effectuer leur choix le cas échéant hors liste en sélectionnant la catégorie autre pour préciser l'institution. Afin de rendre les résultats plus compréhensibles, on a décidé de calculer la fréquence pour chaque institution séparément en additionnant les nombres de fois que cette institution a été choisie par les répondants. Les résultats sont présentés au tableau 2.

**Tableau 2: Nombre et % des répondants ayant fait choix de chaque Institution comme faisant perdre beaucoup plus d'argent à l'État à cause de la corruption**

| Institutions                                    | Nombre de répondants | En %  | Rang |
|-------------------------------------------------|----------------------|-------|------|
| Direction Générale des Impôts (DGI)             | 480                  | 28.5  | 4    |
| Administration Générale des Douanes (AGD)       | 659                  | 39.1  | 1    |
| Palais National                                 | 561                  | 33.3  | 3    |
| Primature                                       | 298                  | 17.7  | 5    |
| Les Ministères                                  | 256                  | 15.2  | 6    |
| Le Parlement                                    | 653                  | 38.8  | 2    |
| BMPAD                                           | 62                   | 3.7   | 9    |
| Autorité Portuaire National (APN)               | 66                   | 3.9   | 8    |
| Office Assurance Véhicules contre Tiers (OAVCT) | 30                   | 1.8   | 11   |
| Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES) | 40                   | 2.4   | 10   |
| Electricité d'Haïti (EDH)                       | 90                   | 5.3   | 7    |
| Caisse d'Assistance Sociale (CAS)               |                      | 0.0   | 14   |
| OFNAC/AAN                                       | 6                    | 0.4   | 13   |
| CONATEL                                         | 23                   | 1.4   | 12   |
| Autres                                          | 43                   | 2.6   |      |
| Total <sup>5</sup>                              | 1684                 | 100.0 |      |

Les répondants à l'enquête ont classé en première position l'Administration Générale des Douanes (AGD) comme l'institution qui fait perdre le plus d'argent à l'État à cause de la corruption. En effet, sur l'ensemble des individus ayant répondu à l'enquête, près de 4 sur 10 soit 39.1% d'entre eux ont fait ce choix. En deuxième lieu, vient le Parlement cité par 38.8% des répondants. La troisième institution qui fait perdre le plus d'argent à l'État à cause de la corruption en Haïti est le Palais National, mentionné par 1 personne sur 3, soit 33.3%. La

<sup>5</sup> ) Le total a dépassé 1684 et 100 par le fait qu'une même personne devait choisir plusieurs institutions

Direction Générale des Impôts (DGI) vient en quatrième position puisque près de 3 personnes sur 10, soit 28.5%, l'ont épinglée. La cinquième position est occupée par la Primature. Ce choix a été fait par 17.7% des répondants. Et les Ministères occupent le sixième rang avec 15.2% des répondants<sup>6</sup>.

#### 2.4. Opinions des personnes interrogées sur la production industrielle et la création d'emplois

Dans cette section, nous présentons la perspective des sondés sur quelques mesures potentielles de promotion de l'industrie et de l'emploi dans le pays. En fait, pour stimuler la production industrielle par exemple, l'État pourrait prendre un certain nombre de mesures de réforme importantes. En particulier, l'OCID a sollicité la position de la population sur quatre d'entre elles. Les données du tableau 3 démontrent qu'une large majorité de la population (entre 93.6% et 96.6%) est favorable à l'adoption des quatre mesures de réforme préconisées pour augmenter la production industrielle (ainsi que la création d'emplois par ricochet).

**Tableau 3: Répartition en % des répondants selon leur position sur quatre mesures visant à augmenter la production industrielle**

| Position sur les mesures | a) Diminuer les avantages accordés aux entreprises commerciales de produits importés et b) Soutenir fortement la création et le développement des entreprises de production et de transformation des produits agricoles et d'élevage » | Augmenter les tarifs douaniers sur le riz importé pour encourager, par des investissements conséquents, la production et la mise en marché du riz local | Augmenter les tarifs douaniers sur le maïs importé pour encourager, par des investissements conséquents, la production, la transformation et la mise en marché du maïs local ainsi que du sorgho ( <i>pitimi</i> ) local | Augmenter les tarifs douaniers sur les œufs et le poulet importés pour encourager, par des investissements conséquents, la production et la mise en marché des œufs et poulet locaux |
|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tout à fait d'accord     | 89.5                                                                                                                                                                                                                                   | 86.6                                                                                                                                                    | 87.0                                                                                                                                                                                                                     | 86.1                                                                                                                                                                                 |
| Plutôt d'accord          | 7.1                                                                                                                                                                                                                                    | 7.9                                                                                                                                                     | 8.1                                                                                                                                                                                                                      | 7.5                                                                                                                                                                                  |
| Un peu en désaccord      | 1.1                                                                                                                                                                                                                                    | 2.3                                                                                                                                                     | 2.0                                                                                                                                                                                                                      | 2.8                                                                                                                                                                                  |
| Pas du tout d'accord     | 1.1                                                                                                                                                                                                                                    | 2.1                                                                                                                                                     | 1.6                                                                                                                                                                                                                      | 2.3                                                                                                                                                                                  |
| Ne sait pas / refus      | 1.2                                                                                                                                                                                                                                    | 1.1                                                                                                                                                     | 1.2                                                                                                                                                                                                                      | 1.3                                                                                                                                                                                  |
| Total                    | 100.0                                                                                                                                                                                                                                  | 100.0                                                                                                                                                   | 100.0                                                                                                                                                                                                                    | 100.0                                                                                                                                                                                |

Tout d'abord, pour la mesure consistant à diminuer les avantages accordés aux entreprises commerciales de produits importés et soutenir fortement la création et le développement des entreprises de production et de transformation des produits agricoles et d'élevage, elle trouve

<sup>6</sup>) Les autres institutions étant choisies par moins de 10% des répondants donc n'ont pas été citées dans l'analyse.

l'accord de la population dans une proportion de 96.6%. En ce qui concerne la proposition d'augmenter les tarifs douaniers sur le riz importé pour encourager, par des investissements conséquents, la production et la mise en marché du riz local, elle trouve l'approbation de 94.5% sondés. Quant à celle relative à l'augmentation des tarifs douaniers sur le maïs importé pour encourager, par des investissements conséquents, la production, la transformation et la mise en marché du maïs local ainsi que du sorgho (*pitimi*) local, une proportion de 96.1% de la population y est favorable. En dernier lieu, la mesure visant à augmenter les tarifs douaniers sur les œufs et le poulet importés pour encourager, par des investissements conséquents, la production et la mise en marché des œufs et poulet locaux, trouve l'accord de 93.6% de la population<sup>7</sup>.

L'enquête a également consulté la population sur une mesure de facilitation du crédit pour les microentreprises et les PME dans les secteurs productifs. Il s'agirait pour l'État de faciliter l'accès au crédit à un grand nombre de microentreprises et de Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans les secteurs productifs afin de favoriser la création d'emplois et la production nationale. Pas moins de 96.9% des répondants déclarent être tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec une telle mesure.

### **De la création d'emplois**

En ce qui concerne la question de l'emploi, le sondage a d'abord examiné l'occupation de la population pour ensuite chercher à capter sa perception des secteurs d'activités les plus susceptibles de créer le plus d'emplois durables.

Les résultats de l'enquête relatifs à l'occupation de la population indiquent :

- qu'une proportion de 45.6% de la population de 18 ans et plus exerçait une activité économique dans le pays au moment de l'enquête. Ce taux est légèrement plus faible dans le milieu rural (44.0%) que dans le milieu urbain (48.6% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et 44.7% dans les autres villes) ;
- que plus des trois quarts des personnes occupées (76.5%) travaillaient en tant qu'auto-entrepreneur ou indépendants. La part des indépendants dans les emplois est plus élevée en milieu rural (80.5%) qu'en milieu urbain (73.7% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et 74.7% dans les villes et quartiers des autres régions) ;
- que le secteur public fournit moins d'un (1) emploi sur 10 (8.8%) occupés par la population. La part de l'Etat dans les emplois varie de 5.6% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince à 8.6% dans les zones rurales et à 11.6% dans les autres villes ;
- que le chômage touche 14.3% de la population de 18 ans et plus. Ce taux augmente avec l'urbanisation: 9.1% en milieu rural, 15.8% dans les autres villes et 20.9% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

---

<sup>7</sup> Il est fort intéressant de signaler que les choix opérés ici par la population correspondent, à quelques rares nuances près, avec les recommandations bien documentées de certains experts. Cf. : Gaël Pressoir, Sandrine Freguin-Gresh, Xavier-François Lamure Tardieu, Frédéric Lançon, « Les filières agricoles haïtiennes : un marché intérieur à reconquérir » (Chapitre 6), in Geert van Vliet, Gaël Pressoir, Jacques Marzin et Thierry Giordano (dir.), *Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement*, Agricultural Research for Development (CIRAD) et BID, 2016. Voir les sections 3.2, 3.6, 3.7, 4.1 et 4.2.

- le taux de chômage est plus élevé parmi les hommes que parmi les femmes : 17,3% contre 11.1% respectivement.
- la proportion de personnes s'occupant uniquement de leur maison est plus élevée parmi les femmes que parmi les hommes : 24.6% contre 6.4%.

**Pour identifier les secteurs d'activités les plus susceptibles de créer plus de richesses et plus d'emplois durables, au regard de la population,** les enquêtés ont été invités à choisir, sur une liste de dix (10), deux secteurs qui, d'après eux sont plus susceptibles de créer plus de richesses et d'emplois durables dans le pays. Bien entendu, ils avaient également la possibilité de faire un choix hors cette liste, le cas échéant. Afin de rendre les résultats plus compréhensibles, on a décidé de calculer la fréquence pour chaque secteur séparément en additionnant les nombres de fois que ce secteur a été choisi par les répondants. Les résultats obtenus sont décrits au tableau 4 suivant.

**Tableau4: Nombre et % de répondants ayant sélectionné des secteurs comme plus susceptibles de créer des richesses et des emplois durables en Haïti**

| Secteurs d'activités                                                                           | # de répondants   | En %             | Rang |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|------|
| Production et transformation de produits agricoles                                             | 1210              | 71.9             | 1    |
| Transport maritime, Pêche et commercialisation des fruits de mer                               | 286               | 17.0             | 5    |
| Élevage sous toutes ses formes (aviculture, apiculture, de caprins et de bovins, pisciculture) | 669               | 39.7             | 2    |
| Industrie de sous-traitance dans les Parcs industriels                                         | 330               | 19.6             | 3    |
| Commerce                                                                                       | 317               | 18.8             | 4    |
| Tourisme                                                                                       | 229               | 13.6             | 6    |
| Services sociaux (santé, éducation, etc.)                                                      | 147               | 8.7              | 7    |
| Construction                                                                                   | 44                | 2.6              | 9    |
| Technologies de l'information et de la communication                                           | 65                | 3.9              | 8    |
| Autres (à préciser) : .....                                                                    | 4                 | 0.2              |      |
| Total                                                                                          | 1684 <sup>8</sup> | 100 <sup>9</sup> |      |

Tel qu'il appert au tableau 4, les répondants à l'enquête ont classé en première position « la production et la transformation de produits agricoles » comme le secteur d'activité le plus susceptible de créer des richesses et des emplois durables en Haïti. En effet, plus de 7 sur 10, soit 71.9% d'entre eux, ont fait ce choix. En deuxième lieu, on retrouve le secteur « Élevage sous toutes ses formes (aviculture, apiculture, de caprins et de bovins, pisciculture) », cité par 4 personnes sur 10, soit 39.7% des répondants. Le troisième secteur le plus susceptible de créer des richesses et des emplois durables en Haïti, d'après la population, est celui de l'industrie de sous-traitance dans les parcs industriels, mentionné par pratiquement 2 personnes sur 10, soit 19.6%. Le commerce vient en quatrième position avec près de 2 personnes sur 10, soit 18.8% qui ont fait ce choix. La cinquième position est occupée par le secteur « Transport maritime, pêche et

<sup>8</sup>) La somme des effectifs dépasse 1684 par le fait qu'une même personne avait choisi plusieurs secteurs

<sup>9</sup>) La somme des % dépasse 100 par le fait qu'une même personne avait choisi plusieurs secteurs

commercialisation des fruits de mer » sélectionné par 17.0% des répondants. Et le tourisme occupe le sixième rang avec 13.6% des répondants l'ayant désigné comme secteur le plus susceptible de créer des richesses et des emplois durables<sup>10</sup>.

## **2.5. Opinions des personnes interrogées sur la fiscalité et le commerce**

Tel qu'il en a été pour la production industrielle et la création d'emplois, l'enquête s'est intéressée à scruter les opinions des Haïtiennes et des Haïtiens sur de potentielles mesures de réforme dans la politique fiscale et commerciale.

Tout d'abord, les trois quarts des sondés croient que l'ouverture totale du marché haïtien aux produits étrangers dans les années 80 et 90 a des conséquences très néfastes sur l'économie et le développement du pays. Trois personnes sur quatre, soit 75.5% des répondants, se disent tout à fait d'accord ou un peu d'accord avec l'affirmation suivante selon laquelle « l'ouverture totale du marché haïtien aux produits étrangers, par la baisse absolue des tarifs douaniers, a contribué grandement à détruire la production nationale et à augmenter le chômage et l'insécurité alimentaire ». Signalons que près d'une (1) personne sur quatre (4), soit 23.4% des répondants, expriment leur désaccord avec une telle assertion.

Ensuite, la population a été invitée à donner sa position sur deux autres mesures que l'État pourrait prendre, en vue de la création de nouvelles entreprises et du renforcement de la production animale tout particulièrement. Les données démontrent que, quelle que soit la mesure considérée, la proportion de la population y adhérant dépasse 95%. Par exemple, en ce qui concerne celle consistant pour l'État de réduire drastiquement ou éliminer les monopoles afin de permettre aux acteurs des classes moyennes en Haïti et dans la Diaspora de créer beaucoup d'entreprises et beaucoup d'emplois, trouve l'adhésion de 96.3% de la population. Et celle visant l'augmentation des tarifs douaniers sur le lait importé pour encourager l'élevage des bovins/caprins et la production locale de lait trouve l'accord de la population dans la proportion de 95.7%.

Par ailleurs, vu le rôle crucial des ports et douanes dans le développement du commerce, il nous a paru important d'interroger la population sur des mesures potentielles de réforme touchant les ports et douanes.

A cet égard, s'agissant du choix que l'État pourrait être amené à faire, soit pour augmenter et renforcer les ports/douanes de province, soit pour fermer la plupart d'entre eux, une forte majorité de la population (80.9%) opte pour le renforcement et l'augmentation des ports/douanes de province. Signalons que dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, plus de deux (2) personnes sur dix (10) soit 23.1% des répondants optent pour la fermeture de la plupart des ports/douanes de province, alors que la moyenne nationale n'est que de 14.1%.

L'autre décision potentielle concernant les ports et douanes sur laquelle la population a été interrogée concerne l'opportunité ou non d'augmenter, ou au contraire de nationaliser les ports privés. Nous avons observé que, quel que soit le milieu de résidence considéré, une large majorité de la population est favorable à une mesure de nationalisation des ports privés. En effet,

---

<sup>10</sup>) Les secteurs cités par moins de 10% des répondants n'ont pas été considérés dans l'analyse.

sur l'ensemble des répondants, plus de trois (3) sur quatre (4), soit 76.7%, ont choisi cette option. Cette proportion est plus élevée dans le milieu rural (82.1%) et plus faible dans les autres villes (69.4%). Signalons que plus de deux (2) personnes sur dix (10) soit 23.7% des autres villes auraient opté pour une augmentation du nombre de ports privés, la moyenne nationale étant de 17.7%.

## **2.6. Opinions des personnes interrogées sur le budget national**

À côté des politiques publiques sectorielles déjà considérées, l'OCID a cherché à connaître la position de la population sur certains aspects de la politique budgétaire, notamment sur le processus d'élaboration et d'exécution du budget national et les résultats y associés. Trois questions ont été formulées pour sonder l'opinion de la population sur la participation citoyenne à la formulation du budget, la nécessité qu'il démontre les résultats attendus et l'équité notamment dans sa répartition territoriale.

Chacune des trois affirmations relatives à certains aspects du budget national sur lesquelles la population a été invitée à donner sa position, en a reçu un accord très favorable. En effet, au moins 9 personnes sur 10 se disent tout à fait d'accord ou plutôt d'accord à chacune d'elles. En ce qui a trait à la première affirmation stipulant que les citoyennes et les citoyens devraient pouvoir donner leur avis sur la façon dont l'État planifie de dépenser et d'investir les fonds du Trésor, elle a trouvé l'accord de la population dans une proportion de 95.5%. Pour celle précisant que l'État devrait planifier de dépenser et d'investir les fonds du Trésor public d'une manière qui permet aux citoyennes et citoyens de voir clairement les résultats attendus, la population est d'accord à 96.8%. Enfin, 98.2% des sondés adhèrent à l'idée selon laquelle l'État devrait planifier de dépenser et d'investir les fonds du Trésor public d'une manière qui permet à tous les départements, communes et sections communales de profiter équitablement des bénéfices.

### III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS<sup>11</sup>

Les données et analyses fournies par ce sondage capital font ressortir l'extrême urgence d'une réforme structurelle de l'économie haïtienne. L'opinion de la population sur diverses composantes essentielles de la politique économique démontre la nécessité de changements structurels incontournables dans l'économie haïtienne pour briser le cycle infernal des crises intermittentes qui entravent le développement du pays.

Il est particulièrement frappant d'observer à quel point les opinions exprimées par la grande majorité des sondés recourent les analyses d'experts portant sur le rôle déterminant d'une économie fondée sur des rentes dans l'aggravation de la pauvreté, du chômage, des inégalités, ainsi que dans la pérennisation de l'instabilité politique.

En guise de recommandations, à la lumière de ces données, l'OCID croit que les décideurs publics, les acteurs politiques comme ceux de la société civile et du secteur des affaires devraient mettre le cap sur une réforme profonde, notamment de nos politiques fiscale et commerciale, de production et de création d'emplois en vue de réduire drastiquement le fléau social du chômage massif et du sous-emploi qui alimente tous les circuits de criminalité. Au-delà de l'insécurité conjoncturelle qui nous étouffe et de l'impasse politique qui paralyse le pays, cette extrême urgence ne pourra plus attendre. Elle doit être au cœur de toute démarche de consensus, et surtout elle doit figurer au top des priorités des offres politiques lors du prochain cycle électoral. Au risque de l'effondrement total de l'État Nation d'Haïti.

---

<sup>11</sup> La section des recommandations sera complétée suite aux échanges tenus à l'atelier de partage des résultats contenus dans cette note de synthèse. Le lecteur pourra la consulter dans le rapport final qui sera publié ultérieurement.